

Article

« Conciliation ou agression : Un examen de quelques facteurs susceptibles d'influencer la politique étrangère soviétique au cours des années 80. »

Paul Marantz

Études internationales, vol. 13, n° 4, 1982, p. 657-678.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701422ar>

DOI: 10.7202/701422ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

CONCILIATION OU AGRESSION: UN EXAMEN DE QUELQUES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOVIÉTIQUE AU COURS DES ANNÉES 80*

Paul MARANTZ**

ABSTRACT — Accomodation or Agression? An Examination of Some of the Factors Shaping Soviet Foreign Policy in the 1980s

This paper analyzes the way in which internal forces are likely to affect Soviet foreign policy over the next few years. Four developments are examined: potential Soviet petroleum shortages, the growing Soviet Muslim population, the slowdown in the rate of economic growth in the Soviet Union, and the imminent post-Brezhnev succession struggle. The question is posed: Will these factors soon impel the Soviet Union toward foreign expansion and adventurism?

It is our conclusion that two of these factors, the leveling off of oil production and the rapid growth of Soviet Muslims, are not likely to have a strong influence on Soviet foreign policy. On the other hand, the decline in growth rates and the demise of Brezhnev are likely to have a major impact on future Soviet policies. The Soviet system is not experiencing a terminal crisis, but it is definitely laboring under growing burdens. It would be a mistake, however, to assume that this will necessarily result in foreign expansion. A new, rejuvenated leadership may well seek a relaxation of tensions, as it did upon Stalin's death in 1953, so as to create favorable conditions for dealing with its pressing problems. The future remains highly uncertain. International developments will be at least as important as domestic factors, and much will depend upon the policies adopted by Western governments.

Au cours des dernières années, l'Union soviétique a fréquemment été décrite comme un pays éprouvant de profonds ennuis. Les difficultés économiques, les incertitudes quant à l'état de santé de Brejnev ainsi que les tensions croissantes entre les nationalités, ont envahi les manchettes. En outre, on a souvent prétendu que ces problèmes internes étaient susceptibles d'amener l'Union soviétique à tenter des entreprises hasardeuses sur la scène internationale – particulièrement dans la région du golfe Persique et du Moyen-Orient – dans le but d'assurer son approvisionnement en pétrole, de couper la population musulmane d'Asie centrale soviétique des

* Les recherches qui ont conduit à la rédaction de cette analyse ont bénéficié de l'appui financier de la Fondation canadienne Donner, par le biais d'une subvention accordée, pour un projet de recherches sur « Le Canada et le commerce international », à l'Institut de Relations internationales de l'Université de Colombie britannique.

** Professeur au Département de science politique de l'Université de Colombie britannique, Canada.

influences étrangères non désirées, de démontrer le dynamisme d'un nouveau leadership post-brejnevien et, aussi, d'aviver la ferveur patriotique de la population soviétique de façon à détourner son attention d'un niveau de vie qui ne progresse pas.¹

Cet article porte sur quatre problèmes intérieurs que font ressortir les débats occidentaux portant sur la politique étrangère soviétique: les pénuries de l'Union soviétique en matière de pétrole, l'accroissement de la population musulmane, le déclin qui frappe la croissance de l'économie soviétique et, enfin, la lutte pour la succession prévue pour l'ère post-brejnevienne. Notre hypothèse fondamentale veut que, bien que le système soviétique soit soumis du fait de ces problèmes à des contraintes et à des tensions indéniables, ses difficultés ne sont pas aussi immédiatement graves qu'on le suppose fréquemment. Le leadership soviétique conserve une importante marge de manoeuvre: il dispose d'un éventail de possibilités pour traiter ces problèmes gênants, certes, mais vraisemblablement non irrémédiables.

Nous prétendons également que deux dénouements très différents peuvent être envisagés pour le futur. Il est possible que ces problèmes accentuent le militantisme soviétique et conduisent à l'aventurisme sur la scène internationale. Ils peuvent toutefois avoir l'effet opposé, incitant plutôt l'Union soviétique à se refermer sur elle-même et à chercher une réduction de la tension internationale. Cela aurait pour effet de diminuer les coûts entraînés par la course aux armements et de rendre la technologie occidentale avancée plus accessible à l'Union soviétique. Dans l'immédiat, les tendances futures sont particulièrement difficiles à prévoir. En effet, trop d'incertitudes et d'impondérables entrent en jeu. Ce serait pour nous une erreur que de succomber à l'alarmisme et au pessimisme. Plutôt, il importe de formuler un avis assez nuancé pour se préparer aux nombreuses alternatives susceptibles de se présenter et, en même temps, imaginer des moyens efficaces d'influencer de manière constructive les choix qu'effectueront les futurs dirigeants de l'Union soviétique.

I - LE PÉTROLE

En avril 1977, l'Agence centrale de Renseignements américaine publiait un sombre rapport sur l'état de l'industrie pétrolière soviétique. On y prédisait que la production pétrolière soviétique atteindrait son sommet d'ici quelques années, peut-être même dès 1978. Par la suite, cette production commencerait à décliner à un rythme qui, « presque assurément », serait « rapide »². La CIA prédisait que, à

-
1. Colin S. GRAY, « The Most Dangerous Decade », *Orbis*, vol. 25, no 1 (printemps 1981), pp. 13-28; Robert MOSS, « Reaching for Oil: The Soviets' Bold Mideast Strategy », *Saturday Review*, 4 avril 1980, pp. 14-22.
 2. On discute du rapport de la CIA dans Abram BERGSON, « Soviet Economic Slowdown and the 1981-85 Plan », *Problems of Communism*, vol. 30, no 3 (mai/juin 1982), p. 27; Philip HANSON, « Economic Constraints on Soviet Policies in the 1980s », *International Affairs*, vol. 57, no 1 (hiver 1980-81), p. 27s. et p. 36s.; *The New York Times*, 28 avril 1977, p. 35; 22 mai 1978, p. D3; 30 juillet 1979, p. D1; 20 novembre 1979, p. D1.

compter de 1985, l'Union soviétique, après avoir été un exportateur net de grandes quantités de pétrole, connaîtrait elle-même une pénurie dont l'ampleur pourrait éventuellement être de l'ordre de 3,5 à 4,5 millions de barils par jour.

Cette situation mettrait l'Union soviétique dans un état de crise profonde puisque ce pays serait incapable de financer des importations d'un tel volume. Les bénéfiques des exportations de pétrole ont fourni à l'Union soviétique environ 50% du change extérieur dont elle a grandement besoin. La perte de cet apport de monnaies fortes sur le marché international porterait un rude coup à l'économie soviétique. Le rapport de la CIA n'entrevoit nullement la possibilité que l'Union soviétique fasse volte-face et trouve de nouvelles sources de revenus l'habilitant à importer plutôt qu'à exporter du pétrole. On nourrissait donc des craintes à l'effet que ce pays, en proie à un besoin désespéré de nouvelles sources d'énergie, puisse tenter de s'assurer le contrôle du golfe Persique.

Deux ans plus tard, l'invasion de l'Afghanistan, cette poussée inattendue de l'Union soviétique vers le Sud, semblait confirmer les pires prédictions de la CIA. Quoique l'Afghanistan n'abrite pas des réserves pétrolières en elles-mêmes significatives, l'occupation de ce pays prolonge la frontière par laquelle l'Union soviétique touche à l'Iran, riche en pétrole, tout en rendant la région du golfe Persique, de loin la plus importante source d'énergie au monde, plus à la portée des avions soviétiques. Les experts en énergie ont été appelés à venir témoigner à huis-clos devant le Sénat américain. Selon un représentant du gouvernement ayant assisté à ces audiences: « Le message était passablement inquiétant. On nous a dit que l'ours russe avait soif de pétrole et que cela risquait de le conduire vers le Sud »³. Les manchettes annonçaient: « Les conseillers américains disent que, dans les années 80, l'Union soviétique risque de considérer le golfe Persique comme source d'approvisionnement en pétrole »⁴. La crainte d'une guerre énergétique au Moyen Orient a contribué à faire augmenter le prix de l'or à des niveaux records.

Bénéficiant désormais d'un plus grand recul face aux événements de la fin des années 70, nous appréhendons avec plus de discernement les facteurs ayant motivé l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Il semble que la soif de pétrole n'ait pas constitué un facteur influant fortement sur le comportement soviétique. Une variable a eu un impact beaucoup plus grand. C'est la détermination des dirigeants soviétiques à assener un coup décisif pour prévenir la chute imminente du gouvernement communiste de Kaboul. Les autorités du Kremlin étaient peu disposées à voir s'établir à la frontière de l'Union soviétique un régime anti-communiste qui lui soit hostile, tandis qu'ils étaient résolus à ne pas paraître incapables d'empêcher le renversement d'un régime allié. Fondamentalement, les préoccupations stratégiques de l'Union soviétique au sujet de l'Afghanistan ne différaient pas trop des inquiétudes actuellement éprouvées à Washington quant à l'éventualité que le Salvador suive l'exemple cubain. Ce sont ces craintes d'ordre stratégique, plutôt que la

3. *The New York Times*, 15 avril 1980, p. 1.

4. *Ibid.*

volonté de s'emparer des puits de pétrole du golfe Persique, qui ont été à l'origine de la politique soviétique⁵.

Le recul du temps permet également d'évaluer l'analyse faite par la CIA à propos de la crise du pétrole qui, d'ici peu de temps, devait frapper l'Union soviétique. Bien que les prédictions alarmantes de la CIA aient envahi les manchettes, un certain nombre d'économistes les ont remises en question à l'époque même où elles furent formulées⁶. Le débat a fait rage durant quelques années, les différents experts procédant à leurs propres évaluations de l'avenir énergétique de l'Union soviétique. Cependant, maintenant que s'est concrétisé ce « futur » qu'était alors le début des années 80, la CIA a dû réviser ses estimations antérieures et reconnaître que l'Union soviétique pourra satisfaire ses besoins énergétiques, tout au long de la décennie, sans devoir recourir aux importations de pétrole⁷.

Il s'est avéré que, plutôt que de décliner, la production pétrolière soviétique a plafonné. Pas plus que ne s'est perpétuée l'augmentation rapide de la production, telle qu'elle s'était produite dans les années 60 et au début des années 70 (alors que des taux annuels de croissance de 7 ou 8% étaient fréquents), le déclin ne s'est pas réalisé. En 1980, la production était supérieure d'environ 10% à celle de 1977, moment où la CIA en prédisait la chute imminente⁸. Le plan quinquennal soviétique projette officiellement, pour la période 1981-1985, une augmentation modeste de la production annuelle de pétrole (0,6 à 1,4%) et, jusqu'à maintenant, le rendement effectif touche la cible. L'Union soviétique produisait, en 1981, 609 millions de tonnes de pétrole comparativement à 603 millions en 1980, réalisant ainsi une augmentation de 1%⁹.

Ce qui est peut-être encore plus important est le fait que, dorénavant, l'Union soviétique est en position de recourir à d'autres sources énergétiques pour parer à une éventuelle carence du secteur pétrolier. Non embarassée par un quelconque *lobby* anti-nucléaire, elle s'est engagée dans un ambitieux programme de production d'électricité à partir de l'énergie atomique¹⁰. Qui plus est, tandis que la production de pétrole plafonnait, celle du gaz augmentait à un rythme impressionnant. Le Plan 1981-1985 prévoit un taux d'accroissement annuel de 6 à 8% et ce but a été atteint en 1981¹¹. Dès la fin des années 80, l'Union soviétique pourra retirer de la vente de

5. Helmut SONNENFELDT, « Implications of the Soviet Invasion of Afghanistan for East-West Relation » et Raymond L. Garthoff, « Détente and Afghanistan », dans Erik P. Hoffmann et Frederick J. Fleron Jr. (eds.), *The Conduct of Soviet Foreign Policy*, New York, Aldine, 1980, pp. 748-755 et pp. 756-761.

6. *The New York Times*, 28 avril 1977, p. 35 et 17 avril 1980, p. A27; Marshall I. GOLDMAN, « The Soviet Union and a Multilateral Oil Agreement », dans *Soviet Union and the World Economy*, New York, Council on Foreign Relations, 1979, pp. 81-100.

7. *The New York Times*, 19 mai 1981, p. A1 et 3 septembre 1981, p. A1.

8. Abram BERGSON, *op. cit.*, p. 27; Marshall I. GOLDMAN, *op. cit.*, p. 85.

9. *The New York Times*, 24 janvier 1981, p. 1.

10. Thane GUSTAFSON, « Energy and the Soviet Bloc », *International Security*, vol. 6, no 3 (hiver 1981-82), pp. 74-78.

11. En 1981, 465 milliards de mètres cubes de gaz naturel étaient produits, comparativement à 435 mètres cubes l'année précédente. Voir à ce sujet: *The New York Times*, 24 janvier 1982, p. 1.

gaz naturel à l'Europe occidentale des bénéfices de l'ordre de \$4 à \$8 millions, cette somme pouvant aisément compenser toute perte découlant d'une éventuelle coupure dans ses exportations de pétrole. D'ores et déjà, dans plusieurs quartiers généraux – plus particulièrement à Washington – on ne s'inquiète plus principalement de la dépendance soviétique à l'égard du pétrole produit dans le golfe Persique, mais bien de la dépendance de l'Europe occidentale à l'égard du gaz naturel soviétique¹². Ainsi, il semble y avoir peu de raison de craindre qu'une soif de pétrole conduise l'Union soviétique vers le Sud.

Toutefois, cela ne signifie nullement que le leadership soviétique soit indifférent aux grandes richesses pétrolières du golfe Persique. Les politiques en matière de pétrole pèsent autant sur les calculs soviétiques que sur les considérations des dirigeants occidentaux. Si l'Union soviétique avait les moyens d'atteindre le pétrole du Moyen-Orient dans des conditions favorables, elle serait enchantée de les mettre en oeuvre. Selon les occasions qui se présenteront, cette mainmise peut se réaliser par des pressions exercées sur des États vulnérables afin de les amener à conclure avec l'Union soviétique des accords commerciaux en sa faveur (*e.g.*, des ententes prévoyant la fourniture de marchandises soviétiques en échange de pétrole) ou, encore, par l'assistance prêtée à des activités subversives menées dans la région par des organisations pro-soviétiques, tel le parti iranien *toudeh*.

D'ailleurs, si l'Union soviétique, faute d'être à même de s'assurer un contrôle direct sur le pétrole du Moyen-Orient, est capable de créer une situation obligeant le Japon et l'Europe occidentale à tenir compte de sa capacité de limiter éventuellement l'accès des autres pays à ce pétrole, alors elle peut en retirer des dividendes politiques et être en position d'exacerber les divisions au sein de l'alliance occidentale. Le contrôle des richesses pétrolières du Moyen-Orient – où même la perception de la possibilité d'un tel contrôle – pourrait avoir une influence déterminante sur les politiques internationales et, dorénavant, les décideurs occidentaux doivent considérer les Soviétiques comme susceptibles de caresser des aspirations et des rêves de cet ordre. Il n'en demeure pas moins que l'évaluation prudente des bénéfices que l'Union soviétique pourrait espérer retirer de la manipulation judicieuse des forces politiques en présence diffère grandement de l'affirmation alarmiste selon laquelle l'Union soviétique, menacée par une crise énergétique prochaine, serait contrainte de miser sur la carte du déploiement immédiat de sa puissance militaire. Dans le désir de l'Union soviétique d'assister à la débâcle de l'Iran, le contrôle des puits de pétrole n'est qu'un facteur parmi d'autres.

II – LE PROBLÈME MUSULMAN

L'invasion soviétique de l'Afghanistan, succédant de peu à la victoire totale et inattendue des partisans de l'Ayatollah Khomeiny contre le régime du Châh, a attiré l'attention sur l'augmentation de la population musulmane de l'Union soviétique et sur ce que l'on a présenté comme les inquiétudes éprouvées par Moscou face à

12. Miriam KARR et Roger W. ROBINSON Jr., « Soviet Gas: Risk or Reward? », *The Washington Quarterly*, vol. 4, no 4 (automne 1981), pp. 3-11; *The New York Times*, 14 mars 1982, p. A20.

l'éventualité de l'émergence, en Union soviétique même, d'un mouvement s'inspirant du fondamentalisme islamique. Dans sa version la plus imagée – pour ne pas dire la plus haute en couleurs, l'explication du problème s'est souvent réduite à l'argumentation suivante. Les Musulmans sont désormais plus de 43 millions en Union soviétique, ce qui revient à dire que ce pays compte plus de Musulmans que des pays comme l'Iran, l'Égypte ou l'Irak. La population musulmane soviétique s'accroît à un rythme trois fois plus rapide que la population non musulmane. Déjà, un citoyen soviétique sur six est d'origine musulmane et, d'ici moins de vingt ans, c'est-à-dire à partir de l'an 2000, la proportion serait réduite à un sur quatre. À l'heure actuelle, les Russes représentent plus de la moitié de la population soviétique (52,4% selon le recensement de 1979) mais, tôt ou tard au cours des deux prochaines décennies, ils cesseront de jouir de cette position. En l'an 2000, les populations non russes représenteront de 52 à 54% du total de la population soviétique¹³.

On a affirmé que le régime soviétique faisait face à des problèmes sérieux dus à la rencontre de tendances démographiques contradictoires, aux tensions engendrées par la modernisation rapide des régions musulmanes de l'Union soviétique et, à la présence, au-delà de la frontière soviéto-iranienne, l'exemple contagieux du fondamentalisme islamique¹⁴. Selon une interprétation courante, ces préoccupations auraient joué un rôle important dans la décision soviétique d'intervenir en Afghanistan et, à l'avenir, pourraient conditionner les politiques soviétiques à l'égard de l'Iran et du Moyen Orient¹⁵.

Pour ma part, je voudrais plutôt démontrer comment cette argumentation surestime de beaucoup les dimensions du problème. Certes, il est vrai que la population musulmane s'accroît très rapidement et que les dirigeants soviétiques, dont la majorité sont russes, sont préoccupés par ce phénomène¹⁶. Toutefois, il semble que les ressources dont ils disposent – ce qui inclut de puissants instruments de coercition, le contrôle de tous les médias de communication, ainsi que la distribution sélective des récompenses économiques comme des promotions affectant la carrière – sont plus qu'adéquates pour faire face aux problèmes actuels ou futurs.

-
13. Les statistiques utilisées pour illustrer cette thèse sont tirées de: Murray FESHBACH, « Between the Lines of the 1979 Census », *Problems of Communism*, vol. 31, no 1 (janvier/février 1982), p. 29 et p. 35; Jeremy AZRAEL, « The 'Nationality Problem' in the USSR: Domestic Pressures and Foreign Policy Constraints », dans Seweryn Bialer (ed.), *The Domestic Context of Soviet Foreign Policy*, Boulder, Westview Press, 1981, p. 145; *The New York Times*, 28 février 1980, p. A9.
14. Steven L. BURG, « Soviet Policy and the Central Asian Problem », *Survey*, vol. 24, no 3 (été 1979), pp. 65-82; Edward A. CORCORAN, « Soviet Muslim Policy: Domestic and Foreign Linkages », dans Robert H. Donaldson (ed.), *The Soviet Union in the Third World*, Boulder, Westview Press, 1981, pp. 303-330.
15. Jiri VALENTA, « The Soviet Invasion of Afghanistan », *Orbis*, vol. 24, no 2 (été 1980), pp. 207-209; Alexandre BENNIGSEN, « Soviet Muslims and the World of Islam », *Problems of Communism*, vol. 29, no 2 (mars/avril 1980), pp. 38-51.
16. Stephen L. BURG, *op. cit.*; Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE, *Decline of an Empire*, New York, Harper & Row, 1981, pp. 277-284.

Bien que l'on ait rapporté l'existence d'un malaise en Asie centrale, les problèmes y paraissent beaucoup moins aigus que ceux que le régime a rencontrés en Ukraine ou dans les républiques baltes¹⁷. L'attrait que peut avoir l'Islam fondamentaliste aux yeux de la population d'Asie centrale est limité non seulement par l'omniprésence des contrôles exercés par le régime, mais aussi par ses efforts passés en vue de hausser le niveau de vie et de miner les croyances religieuses. Ces politiques se sont révélées efficaces. La conscience « islamique » s'est atténuée chez les habitants de la région qui, dorénavant, s'enorgueillissent davantage de leurs réalisations dans les domaines de l'éducation, de l'économie et des sciences. Les élites ont été impliquées dans ces processus dont elles tirent des bénéfices. Aussi ont-elles intérêt à ce que soit maintenu le statu quo. À l'intérieur de chacune des républiques de l'Asie centrale, de nombreux Russes détiennent des postes leur permettant de contrôler et de faire échec aux tendances nationalistes. Ces facteurs permettent aux dirigeants soviétiques d'avoir confiance en leur capacité de maîtriser efficacement la situation¹⁸.

Affirmer que les non Russes constitueront bientôt la majorité de la population soviétique peut prêter des accents dramatiques à une copie de journal. Dans la réalité, toutefois, l'augmentation de la population non russe de 47,6% en 1979 à 54% en 2000 a une importance négligeable. Les élections libres, par l'intermédiaire desquelles les ethnies peuvent faire valoir le poids de leur opinion en tant que groupes, ne sont pas exactement une caractéristique qui frappe celui qui observe la scène politique soviétique. Le pouvoir est exercé par le Parti communiste, lui-même étroitement contrôlé par ses deux organes dirigeants, le politburo et le secrétariat. Les Russes, fortement sur-représentés au sein de ces organes, exercent sur eux un solide contrôle.

À l'heure actuelle, 9 des 13 membres réguliers qui composent le politburo sont russes (soit 69%) et un seul est originaire de l'Asie centrale (Kounaïev vient du Kazakhstan). La situation au sein du secrétariat, qui constitue en quelque sorte le nerf moteur du système politique soviétique, est encore plus déséquilibrée puisque 9 des 10 secrétaires sont russes (le seul non russe, Zemyanine, est biélorussien)¹⁹.

La croissance rapide de la population musulmane d'Asie centrale incitera certainement les dirigeants soviétiques à accorder plus d'attention à cette région, mais cela n'entraînera pas de changement fondamental à l'intérieur des principales institutions politiques largement dominées par les Russes. Enfin, si l'on excepte l'éventualité que le fondamentalisme islamique acquiert plus de force dans la région du Moyen Orient qu'il n'en a présentement, il est peu probable que les craintes éprouvées par les dirigeants soviétiques quant à la contagion de ce mouvement

17. Edward A. CORCORAN, *op. cit.*, p. 306 et p. 311; Jeremy AZRAEL, *op. cit.*, pp. 139-153.

18. Stanley ROTHMAN et George BRESLAUER, *Soviet Politics and Society*, St-Paul, West Publishing Co., 1978, pp. 139-145 et p. 150; *The New York Times*, 12 avril 1980, p. A1.

19. Pour connaître la nationalité des dirigeants soviétiques, voir: Alexander G. RAHR, *A Biographic Directory of 100 Leading Soviet Officials*, Munich, Radio Free Europe-Radio Liberty, 1981. On peut noter que 68,3% des membres composant le Comité central élu par le vingt-sixième Congrès du parti, en 1981, sont russes. Voir à ce propos: Boris MEISSNER, « The 26th Party Congress and Soviet Domestic Politics », *Problems of Communism*, vol. 30, no 3 (mai/juin 1981), p. 21.

deviennent une variable déterminante dans la conduite de la politique étrangère du pays.

III – LE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

Depuis peu, les observateurs occidentaux ont accordé une grande part de leur attention aux difficultés économiques de l'Union soviétique. Ainsi que l'économiste Philip Hanson l'a souligné, deux principales écoles de pensée regroupent les experts occidentaux : d'une part, il y a les pessimistes qui croient que l'économie soviétique est dans un piètre état et, d'autre part, les optimistes qui estiment qu'elle se trouve réellement dans une situation désastreuse²⁰ !

Le problème le plus sérieux auquel sont confrontés les dirigeants soviétiques est que l'économie de leur pays a été caractérisée, sur une longue période, par un déclin continu et régulier de ses taux de croissance. Au cours des années 50, le PNB soviétique a crû au taux impressionnant d'environ 6% par année. Au cours des années 60, ce taux de croissance a atteint environ 5%. Dans les années 70, il est tombé à 3,5% et plusieurs économistes occidentaux ont prévu que, durant la première moitié de la décennie actuelle, il tomberait à 2,5% par année si ce n'est à un taux plus bas²¹.

Cette tendance à un ralentissement continu de la croissance a des implications politiques profondes. En tout premier lieu, elle rend toujours plus coûteux le processus mis en marche afin de renforcer le secteur militaire. Au cours des quinze dernières années, soit en la fin des années 60 au début des années 80, l'accroissement annuel du budget militaire soviétique a été de l'ordre de 4 ou 5%. Grossièrement, ce taux pouvait être considéré comme équivalent ou légèrement supérieur à celui du développement de l'économie soviétique durant la même période. Ainsi, même si les dépenses militaires ont alors absorbé une proportion stupéfiante du PNB, soit de 12 à 14%, cette proportion n'a pas varié sensiblement au fil des ans²².

20. Philip HANSON, *op. cit.*, p. 21.

21. *Ibid.*, p. 22. Invariablement, les statistiques soviétiques officielles sont plus élevées, quelle que soit la période visée, que celles qui sont produites par les économistes occidentaux. Toutefois, elles révèlent sensiblement la même tendance au déclin. *Ibid.*, p. 22. Pour voir des statistiques occidentales qui, bien que résultant de calculs quelque peu différents, révèlent aussi la même tendance, consulter : Abram BERGSON, *op. cit.*, p. 26 et Herbert S. LEVINE, « Soviet Economic Development, Technological Transfer, and Foreign Policy », dans Seweryn BIALER (ed.), *The Domestic Context of Soviet Foreign Policy*, p. 178.

22. Puisque l'Union soviétique ne publie pas de statistiques sûres à propos de ses dépenses militaires effectives, nous sommes obligés de nous fier aux évaluations occidentales. Les pourcentages mentionnés ont été calculés par la CIA. Ils sont considérés comme relativement précis par la plupart des observateurs occidentaux et ils confirment ce que nous connaissons de l'accroissement important de la machine de guerre soviétique. L'économiste américain Franklyn D. Holzman a formulé plusieurs interrogations méthodologiques complexes mettant en doute les calculs effectués par la CIA. Toutefois, même si les rectificatifs qu'il propose étaient appropriés, nous ne devrions que réduire de façon minime (en soustrayant 1 ou 2%) les chiffres publiés par la CIA. La principale remise en question de Holzman porte sur la comparaison des dépenses militaires soviétiques et américaines. « Soviet Military Spending: The Numbers Game », *International Security*, vol. 6, no 4 (printemps 1982), p. 78, p. 97, et pp. 99-101.

Cependant, la situation caractérisant les années 80 sera entièrement différente. Si le budget militaire continue de s'accroître au taux antérieur de 4 à 5% par an, le secteur militaire absorbera une part toujours plus grande des ressources économiques soviétiques, les ressources disponibles pour les réinvestissements et la consommation se trouvant par le fait même amoindries.

D'une part, réduire davantage les augmentations du capital disponible pour l'investissement équivaldrait à diminuer les effets d'un des principaux facteurs contribuant à la croissance: cela ne ferait qu'accentuer le ralentissement économique ultérieur. D'autre part, si la consommation était restreinte, l'augmentation sensible du niveau de vie qui a caractérisé l'ère Brejnev, soit la période allant de 1965 à 1980, serait pour ainsi dire stoppée. Les restrictions à la consommation s'avèreraient non seulement défavorables à la productivité (en affectant le moral des travailleurs et en entraînant une croissance de l'absentéisme, de l'alcoolisme et de la négligence), mais auraient également des conséquences de plus grande portée dans la mesure où, au cours des années à venir, elles constitueraient une menace potentielle pour la stabilité même du système politique soviétique.

Ainsi que l'a affirmé un éminent soviétologue américain, Seweryn Bialer, le maintien de la stabilité politique constitue une préoccupation majeure des dirigeants de l'Union soviétique²³. Ceux-ci, effrayés par toute atteinte à leur pouvoir, ont travaillé dur pour renforcer la stabilité soviétique. Sous Staline, la terreur politique et la répression brutale étaient les principaux instruments employés pour réduire les défis qui, potentiellement, pouvaient menacer le régime. Bien que la coercition soit toujours présente et que l'Union soviétique continue d'être une société hautement autoritaire, la terreur, omniprésente au cours de la période antérieure, a cependant été réduite et le régime de l'ère post-stalinienne offre des stimulants positifs pour garantir la fidélité de la population. Cela a pris la forme d'efforts accrus pour assurer une amélioration continue du niveau de vie. La fidélité ne pouvant être plus longtemps imposée, elle a dû de plus en plus être achetée.

Le régime de Brejnev a été très efficace à cet égard. De grands pas ont en effet été accomplis et la population soviétique a pu bénéficier de logis plus adéquats, de meilleurs vêtements, d'un plus grand nombre de télévisions, de réfrigérateurs et d'autres biens de consommation²⁴. De 1965 à 1980, la consommation par tête s'est accrue à un rythme annuel d'environ 3,5%²⁵. Pour le consommateur soviétique qui a une longue habitude de la pénurie, cela a représenté un gain appréciable, surtout dans la mesure où il a pu comparer sa situation actuelle à son niveau de vie antérieur, plutôt qu'à la situation du consommateur occidental dont il a une connaissance assez réduite. Le problème est que, de ce point de vue, les perspectives d'avenir ne sont guère souriantes: en effet, on prévoit que le taux futur de

23. Seweryn BIALER, *Stalin's Successors*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, pp. 141-182; *Idem*, « The Harsh Decade: Soviet Policies in the 1980s », *Foreign Affairs*, vol. 59, no 5, été 1981, pp. 999-1020.

24. Jerry F. HOUGH, « The Man and the System », *Problems of Communism*, vol. 25, no 2 (mars/avril 1976), pp. 11-13; Walter D. CONNOR, « Mass Expectations and Regime Performance », dans Seweryn Bialer (ed.), *The Domestic Context of Soviet Foreign Policy*, pp. 155-173.

25. Seweryn BIALER, *Stalin's Successors*, *op. cit.*, p. 293.

croissance de la consommation par tête n'équivaudra qu'au tiers du taux atteint dans le passé (soit 1,2%)²⁶. Cette perspective est vraiment troublante pour les dirigeants soviétiques, fort conscients du fait que les difficultés économiques de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne de l'Est, ont engendré de l'instabilité.

Un autre aspect de la question peut inquiéter les dirigeants soviétiques. Il s'agit du défi que représente, pour l'argumentation idéologique qui légitime le système soviétique, le déclin des taux de croissance. La prémisse fondamentale du marxisme-léninisme est que la société de type soviétique possède un système économique supérieur qui finira par combler le fossé qui le sépare de l'Occident et par démontrer sa capacité de surpasser la productivité des pays capitalistes les plus avancés. Les Soviétiques attirent fièrement l'attention sur le fait que le régime arriéré dont ils ont hérité en 1917 est dorénavant le plus important producteur mondial de pétrole, de charbon, d'acier, de fonte, de ciment, de tracteurs, d'engrais chimiques, etc²⁷. Jusqu'à tout récemment, il était possible pour les dirigeants soviétiques de convaincre leurs sujets et de se persuader eux-mêmes que, grâce aux taux élevés de croissance atteints par l'économie soviétique (généralement supérieurs aux taux atteints en Occident), l'Union soviétique deviendrait le pays du monde le plus avancé économiquement. Cela n'était qu'une question de temps. Désormais, ils ne peuvent plus faire preuve d'autant d'optimisme, bien que la résignation à une situation d'infériorité permanente aille à l'encontre des objectifs globaux de l'idéologie et risque d'ébranler profondément la fidélité de la population et la confiance des dirigeants en eux-mêmes.

Aussi, le déclin caractérisant d'ores et déjà les taux de croissance soviétique est apte à susciter de l'inquiétude dans l'esprit des dirigeants soviétiques puisque, tout à la fois, il limite grandement leurs choix militaires, il risque de provoquer de l'instabilité politique et peut entraîner une sérieuse perte de confiance envers le système lui-même. Jusqu'ici, comme s'il n'y avait pas assez d'autres problèmes à résoudre, l'Union soviétique a été surtout touchée par le problème plus immédiat des récoltes désastreuses qui se sont succédées de 1979 à 1981. La récolte de grains, en 1981, a suscité tellement d'embarras que le gouvernement soviétique, contrairement à son habitude, a refusé de rendre publiques les statistiques qui s'y rapportaient. À l'Ouest, on estime que la production de grains, en 1981, a été d'environ 70 millions de tonnes inférieure à l'objectif visé pour l'année (soit plus de 25% inférieur à cet objectif) et de quelque 20 millions de tonnes inférieure à la récolte de 1980, déjà considérée comme décevante²⁸. Ces chutes de la production agricole ont forcé l'Union soviétique à acheter massivement du grain à l'étranger, ce qui est pour elle une situation indésirable à un double point de vue: d'une part, ces achats drainent une partie importante d'une réserve restreinte de monnaies étrangères et, d'autre part, l'Union soviétique devient plus vulnérable à des tentatives mises éventuellement en oeuvre par l'Ouest afin d'utiliser sa dépendance à l'égard du grain étranger comme arme pour influencer sur ses politiques.

26. *Ibid.*

27. *Ibid.*, p. 150.

28. *The New York Times*, 24 janvier 1982, p. 1; Karl-Eugen WÄDEKIN, « Soviet Agriculture's Dependence on the West », *Foreign Affairs*, vol. 60, no 4 (printemps 1982), p. 888.

Le ralentissement de la croissance industrielle et les récoltes incertaines ont mis l'Union soviétique dans une situation dont elle aura du mal à sortir. À cet effet, des rapports dignes de foi ont affirmé que l'Union soviétique, même en vendant des quantités excessivement importantes d'or, a été incapable d'amasser des quantités assez importantes de change extérieur pour couvrir ses engagements financiers. La dette extérieure à court terme de l'Union soviétique ayant augmenté, les dirigeants ont demandé à plusieurs de leurs pourvoyeurs un délai supplémentaire pour régler leurs factures. Pour 1981, le déficit de la balance commerciale de l'Union soviétique a atteint environ \$5.5 milliards (soit le double du déficit enregistré en 1980)²⁹.

Cette situation semble de bien mauvais augure et, effectivement, elle a incité certains observateurs occidentaux à considérer l'économie soviétique comme très proche de l'effondrement. Néanmoins, je voudrais démontrer qu'un examen plus minutieux de la situation révèle une réalité plus complexe. L'économie soviétique abrite encore de grandes forces latentes et d'importantes possibilités de redressement. La performance économique récente a été, bien sûr, décevante pour les dirigeants soviétiques mais la situation de leur pays, comparée à celle de la Pologne – ou même à celle des pays occidentaux durement touchés par la récession – n'est pas aussi désastreuse dans l'immédiat comme on l'a fréquemment supposée. Nous pouvons nous en rendre compte en examinant de plus près la question du déclin des taux de croissance. D'une part, le fait que l'économie soviétique croisse deux fois moins vite qu'au cours des années 50 et 60 est très significatif. Si la tendance descendante du dernier quart de siècle se perpétuait, le régime soviétique devrait éventuellement envisager la perspective d'une croissance nulle.

D'autre part, on doit se rendre compte que, bien que son rythme de croissance ait ralenti, *l'économie soviétique continue de se développer*. Depuis la dernière guerre mondiale, l'économie soviétique n'a pas connu une seule année de récession véritable: en effet, la production de chaque année au cours de cette période a toujours excédé celle de l'année précédente³⁰. Cette situation se distingue plutôt favorablement si on pense aux fréquentes récessions qu'a connues le monde occidental (ou même si on songe aux difficultés rencontrées par la Pologne, de 1979 à 1981, et par la Tchécoslovaquie au début des années 60) au cours de la période d'après-guerre, alors qu'on a observé un véritable ralentissement de la production.

Qui plus est, tandis que l'on considérait comme faible le taux de croissance de 3,5% des années 70, comparativement aux performances soviétiques des années précédentes, le parallèle avec les taux de croissance occidentaux demeure favorable à l'économie soviétique. Il a été établi que, de 1973 à 1978, l'économie soviétique a crû plus rapidement que celle des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne fédérale. Dans le monde « occidental », seul le Japon, artisan marginal de miracles économiques, a connu des taux de croissance supérieurs à ceux de l'Union soviétique³¹. En ce qui concerne les tendances futures, nous devons noter que la croissance soviétique annuelle de 2,5%, prévue pour les années 80, est grossière-

29. *The New York Times*, 14 mars 1982, p. A1.

30. Philip HANSON, *op. cit.*, p. 24.

31. *Ibid.*, p. 24s.

ment comparable à celle que plusieurs économistes envisagent pour l'Occident dans les années à venir³². Le rêve longtemps caressé par les Soviétiques de rattraper et ensuite de dépasser la performance économique occidentale peut devoir être abandonné. Cependant, pour ce qui est du futur prévisible, l'économie soviétique semble destinée à croître et elle ne montre aucun signe avant-coureur de difficultés aussi profondes que celles qui ont perturbé la Pologne au cours des dernières années.

Si le taux de croissance continue à décliner, il en résultera une réelle compression des ressources soviétiques. Si les dépenses militaires augmentent à un rythme plus rapide que l'économie, moins d'argent pourra être affecté à l'augmentation du niveau de vie. Encore là, il importe de ne pas amplifier la gravité du problème. Il a été établi que même si la croissance de l'économie soviétique n'atteignait annuellement que 2,5% de 1980 à 1990, les dirigeants seraient en mesure de poursuivre leur politique de renforcement rapide du secteur militaire tel que réalisé dans les années 70 (c'est-à-dire de continuer d'augmenter les dépenses militaires de 4,5% par année) tout en permettant que le niveau de vie augmente d'environ 1% par année³³. Bien qu'une augmentation annuelle de 1% de la consommation par tête soit faible si on la compare aux taux atteints entre 1965 et 1980, la plupart des observateurs occidentaux s'accorderaient pour affirmer que cette évolution serait suffisante pour préserver la stabilité intérieure. Historiquement, le peuple soviétique a démontré qu'il pouvait souffrir longtemps sans faire preuve d'impatience. Nous ne retrouvons pas dans ce pays la tradition polonaise de militantisme ouvrier et, à moins de faire face à des disettes graves ou à une diminution importante du niveau de vie (par opposition au maintien du niveau actuel), il est peu probable que la population mette en danger la stabilité ou le fonctionnement régulier du régime soviétique³⁴.

Cela nous amène à parler de la situation agricole. À ce sujet également, nous devons nuancer nos observations. De toute évidence, l'agriculture soviétique affiche des résultats médiocres. Les objectifs de rendement ne sont pas atteints en dépit des investissements massifs, prélevés sur un capital rare, que le régime de Brejnev a injectés dans les campagnes. La médiocre performance du secteur agricole de l'Union soviétique demeure un sujet d'embarras sur la scène internationale tandis que, sur le plan intérieur, elle ralentit le reste de l'économie. Toutefois, la situation n'est pas aussi entièrement mauvaise qu'on le suppose fréquemment.

La presse occidentale a tendance à comparer les récoltes effectives de l'Union soviétique aux objectifs de production visés par les plans quinquennaux. Cependant, dans la mesure où ces objectifs sont souvent très ambitieux et, constamment, haussés par rapport à ceux du plan précédent, un tel parallèle peut entraîner une interprétation biaisée. Cela peut être mis en évidence par l'observation minutieuse des statistiques portant sur les récoltes de grains qui, effectuées entre 1979 et 1981,

32. Par exemple, l'agence Wharton Econometric Forecasting Associates prévoit que les économies des pays du Marché commun (dont la croissance s'est réduite d'environ 0,5% en 1981) s'accroîtront à un taux approximatif de 1% en 1982 et de 2,8% pour la période 1983-1986. *The New York Times*, 21 mars 1982, p. F1.

33. Philip HANSON, *op. cit.*, pp. 29-32.

34. Walter D. CONNOR, *op. cit.*, pp. 155-176.

ont justement été qualifiées de médiocres à la fois en Union soviétique et en Occident.

Au cours de ces années, les récoltes ont fourni en moyenne seulement 80% des quantités projetées, résultant en un manque d'environ 50 millions de tonnes par an³⁵. Néanmoins, si on ne tient pas compte des objectifs mais seulement des quantités de grains effectivement produits, la situation apparaît sous un jour assez différent. Par exemple, la récolte « décevante » de 1980 a, en fait, dépassé la moisson record enregistrée en 1970. Les autorités du Plan ont considéré, en 1980, le record établi dix ans plus tôt comme une réalisation du passé que, dorénavant, il importait de surpasser. De la même façon, nous observons que même durant les mauvaises années qu'a comptées la période qui va de 1979 à 1981, la production de grains a été deux fois supérieure à celles que l'on a enregistrée au début des années 50³⁶. Nous pouvons également noter que, de 1951 à 1975, la production agricole totale de l'Union soviétique s'est accrue à un taux annuel moyen de 3,4% alors que la production de l'agriculture américaine, au cours de ce même quart de siècle, augmentait seulement de 1,6%³⁷. À cause du facteur climatique et d'autres facteurs, la production soviétique de grains a toujours été beaucoup plus fluctuante que celle de l'Amérique du Nord. Pour illustrer cela, il suffit de comparer les récoltes médiocres enregistrées de 1979 à 1981 (alors que la production soviétique de grains atteignait en moyenne 180 millions de tonnes) aux récoltes records effectuées en 1976 et 1978 (alors que furent produites 224 et 237 millions de tonnes). En bref, il y a une large place pour l'amélioration dans l'agriculture soviétique, mais il n'est pas évident que les difficultés éprouvées ont atteint des proportions de crise.

D'ailleurs, en ce qui concerne le change extérieur et la balance commerciale, la position soviétique peut même être considérée comme plus saine qu'auparavant. Bien que l'Union soviétique puisse, à l'heure actuelle, éprouver quelques difficultés mineures pour rassembler les liquidités nécessaires, sa situation en matière de change extérieur et son potentiel de paiement à long terme sont, en eux-mêmes, plus qu'adéquats pour couvrir ses dettes et payer ses importations. L'Union soviétique, qui possède la deuxième plus vaste économie au monde, a moins de dettes que la Pologne (\$20 milliards comparativement à \$27 milliards) ou qu'un pays comme l'Argentine. L'Union soviétique peut compter sur ses exportations de pétrole, de gaz, d'or et de fournitures militaires, pour acquérir de grandes quantités de devises étrangères. La production soviétique annuelle d'or est, à elle seule, évaluée à plus de \$3 milliards sur le marché international³⁸. Tandis que la Pologne est pratiquement

35. *The New York Times*, 24 janvier 1982, p. 1; Karl-Eugen WÄDEKIN, *op. cit.*, p. 888.

36. James R. MILLAR, « The Prospects for Soviet Agriculture », *Problems of Communism*, vol. 26, no 3, mai/juin 1977, p. 7.

37. *Ibid.*, p. 8; voir aussi: Karl-Eugen WÄDEKIN, *op. cit.*, p. 882 et p. 889. Nul besoin de préciser que ces statistiques – comme tout ensemble de statistiques – ne révèlent pas toutes les facettes de la réalité. L'Union soviétique est partie d'un niveau très bas tandis que le gouvernement américain, durant une grande partie de cette période, essayait de limiter la production agricole américaine. Cependant, ces statistiques peuvent servir à corriger l'impression qui prévaut à l'effet que l'agriculture soviétique connaisse une débâcle totale.

38. *The New York Times*, 14 mars 1982, p. A20.

en faillite (et que la Roumanie et la Yougoslavie connaissent de sérieuses difficultés), l'Union soviétique dispose d'or et de solides devises étrangères en quantités qui excèdent de beaucoup ses comptes à payer³⁹.

Dès lors, que pouvons-nous dire des implications des difficultés économiques de l'Union soviétique sur sa politique étrangère? Un distingué soviétologue britannique, Robert Conquest, a affirmé que

les gouvernements incompetents dans le règlement des problèmes internes mais capables d'une démagogie expansionniste à l'extérieur se sont traditionnellement – pour ne pas dire systématiquement – lancés dans des entreprises étrangères hasardeuses⁴⁰.

Dans quelle mesure cet avertissement est-il fondé? Les dirigeants soviétiques seront-ils amenés à opter pour une politique internationale aventuriste dans le but d'aviver la ferveur patriotique de la population et de lui faire oublier les échecs internes? La saisie des Îles Malouines par l'Argentine nous remet vivement en mémoire la tendance historique des régimes qui éprouvent des difficultés intérieures, à fréquemment provoquer des crises internationales.

Quoi qu'il en soit, je soutiendrais plutôt qu'à tout prendre il y a quelques bonnes raisons de penser que le leadership soviétique actuel ou futur ne choisira pas cette ligne de conduite. Premièrement, ainsi que nous l'avons noté plus haut, le régime soviétique ne peut être considéré comme éprouvant véritablement une crise économique aiguë. La croissance peut se trouver ralentie, mais elle se poursuit tout de même et il semble que, tout au moins pour la prochaine décennie, les conditions économiques seront tout à fait aptes à préserver la stabilité intérieure.

Deuxièmement, un examen de l'histoire montre que, dans le passé, le régime soviétique a réagi à ses crises internes non en provoquant des conflits internationaux, mais en se refermant sur lui-même et en s'isolant du monde extérieur, ou en mettant en oeuvre des politiques d'ouverture destinées à diminuer les tensions et à améliorer le climat international. Cela a été le cas au cours des grands désordres économiques survenus à la fin des années 20 (causés par l'industrialisation rapide et par la collectivisation forcée), au cours des bouleversements qui ont caractérisé le milieu des années 30 (causés, cette fois, par les purges) et durant les années 1953-1955, alors que la mort de Staline créait un vide politique. Tandis qu'il n'y a aucune assurance que les modèles antérieurs se répètent, le comportement passé du leadership soviétique suggère tout au moins qu'il est tout à fait apte à trouver d'autres moyens de réduire ou de réprimer le mécontentement populaire. Ainsi, la faiblesse interne n'entraîne pas automatiquement des politiques aventuristes sur la scène internationale.

Cependant, nous ne devons pas succomber à la tentation de la facilité en affirmant que la faiblesse intérieure écarte la possibilité d'un expansionnisme extérieur et que, parce que l'économie soviétique souffre déjà du poids que

39. *Ibid.* et Philip HANSON, *op. cit.*, p. 37.

40. Robert CONQUEST, « A New Russia? A New World? », *Foreign Affairs*, vol. 53, no 3 (avril 1975), p. 492.

représentent les dépenses entraînées par la présence de troupes évaluées à 100,000 hommes en Afghanistan, par le maintien à flot de la Pologne et par des subventions annuelles à Cuba de l'ordre de \$3 milliards, l'Union soviétique sera incapable de supporter la dépense liée à l'existence de nouveaux États-clients ou d'affronter les coûts d'une relance de la course aux armements qui l'oppose aux États-Unis. Les destructions immenses causées par la Deuxième Guerre mondiale n'ont pas empêché l'Union soviétique de s'engager, de 1945 à 1948, dans sa période d'expansion internationale la plus couronnée de succès⁴¹. L'économie soviétique, malgré toutes ses difficultés, demeure capable de supporter le coût de nouveaux Cuba ou de nouveaux Afghanistan. Étant donné la priorité manifeste que les dirigeants soviétiques ont toujours accordée à leurs objectifs politiques – se préoccupant relativement peu des coûts économiques encourus, nous ne devons pas considérer que seuls des facteurs économiques contraindraient l'Union soviétique à restreindre ses dépenses dans le tiers-monde ou à embrasser ardemment la cause de la réduction des armements.

En bref, l'économie sera seulement un des facteurs qui détermineront la politique soviétique dans les années à venir. Ses difficultés économiques ne sont pas telles que l'Union soviétique soit contrainte, de manière évidente, à choisir entre l'expansion extérieure ou le repliement sur soi. En fait, il s'agira en dernière instance d'un choix d'ordre politique : d'abord et avant tout, il sera déterminé par les priorités politiques et les lignes de conduite adoptées par les successeurs de Brejnev. Selon la façon dont se déroulera la lutte pour la succession, selon ses résultats (à savoir qui obtiendra le pouvoir) et l'état des tensions entre les diverses forces politiques intérieures, selon les menaces extérieures et les opportunités offertes sur la scène internationale, des choix très différents pourront être effectués. Aussi, cela nous amène à étudier la question du départ de Brejnev et de l'identité de son remplaçant.

IV – LE PROBLÈME DE LA SUCCESSION

Sous la direction du cercle étroit que formaient, au sein du politburo, Brejnev, Podgorny, Kossyguine, Souslov et Kirilenko, l'Union soviétique a joui d'une période de remarquable stabilité durant les quinze dernières années. Mais, d'ores et déjà, ce cercle n'existe plus. Podgorny a été évincé en 1977. Kossyguine est mort en 1980 et, en janvier 1982, Souslov l'a suivi au tombeau. Kirilenko semble avoir été relégué hors de la scène politique ou avoir souffert d'une maladie grave tandis que Brejnev, quel que soit le bien-fondé des récentes rumeurs concernant son hospitalisation, est de toute évidence indisposé. Âgé de soixante-quinze ans et en mauvaise santé, Brejnev n'occupera évidemment plus très longtemps ses fonctions. Dans ce contexte, il est tout naturel de conjecturer son remplacement et de s'interroger sur les conséquences qu'aura, sur la politique étrangère soviétique, ce changement de direction. Serait-il vraisemblable que les successeurs adoptent une

41. Adam ULAM, « How to Restrain the Soviets », *Commentary*, vol. 70, no 6 (décembre 1980), pp. 38-41.

politique plus conciliante à l'égard du Moyen-Orient et des autres points de tensions critiques? Ou, au contraire, tourneront-ils le dos aux vestiges de la détente et insuffleront-ils une vigueur nouvelle à la volonté de l'Union soviétique d'accroître progressivement son influence globale?

La légitimité évidente et l'importance de ces questions justifient que l'on s'y arrête. Il importe cependant d'être sincère et de reconnaître que les soviétologues occidentaux ont peu de réponses concrètes à offrir. Les fonctionnements internes des institutions politiques soviétiques sont à tel point voilés par les brumes du secret d'État que, de l'extérieur, l'observateur ne peut que discerner bien peu de leurs principaux aspects. Cela est vrai la plupart du temps mais la situation devient on ne peut plus problématique lorsqu'il s'agit de spéculer sur l'avenir, lequel est toujours fortement conditionné par l'interaction complexe d'événements de tous genres qui surviennent de façon inopinée. Quand Brejnev deviendra-t-il inapte à remplir ses fonctions? Quel sera à ce moment l'état de santé des principaux prétendants au pouvoir? Que sera le climat international à ce moment critique? L'Occident adoptera-t-il des politiques délibérément destinées à exercer une influence quelconque sur les choix que feront les successeurs de Brejnev?

Il s'avère particulièrement difficile de réfléchir sur le remplacement de Brejnev parce qu'aucun membre du politburo, à l'heure actuelle, ne peut être considéré comme le « successeur logique ». On s'accorde généralement pour considérer que les qualités suivantes sont attendues d'un candidat au poste suprême qu'est celui de Secrétaire général: avoir acquis une vaste expérience dans plusieurs des principaux champs d'activités politiques (*e.g.*, la politique étrangère, les questions nationales, la gestion de l'économie), avoir de solides assises au sein du pouvoir, être de nationalité russe et, enfin, ne pas être trop âgé de façon à ce que les membres du politburo puissent espérer que le leader nouvellement choisi ait la vigueur nécessaire pour occuper ce poste exigeant pendant plus de quelques années⁴². Il est remarquable qu'un certain nombre de candidats possédaient ces caractéristiques lors de chacune des successions passées, tandis qu'à l'heure actuelle aucun des douze collègues de Brejnev, comme lui membres réguliers du politburo, ne remplit pleinement ces conditions. Chacun est en fait dépourvu de l'un ou l'autre des attributs jugés nécessaires.

À ce point, nous ne pouvons donc savoir qui sera le prochain dirigeant soviétique. D'ailleurs, même s'il y avait quelque moyen de répondre à cette question, cette information serait d'une utilité assez réduite dans la mesure où nous ne connaissons pas les orientations et les actions politiques privilégiées par chacun des membres du politburo. Il est déjà passablement ardu que d'essayer de se figurer la place occupée par Brejnev sur le continuum que constituent les attitudes politiques soviétiques – est-il une colombe? – que c'est presque un euphémisme que de parler de difficulté lorsqu'il s'agit de deviner les orientations des autres dirigeants qui, présentement, évoluent surtout dans son ombre. Comme l'a dit Jerry Hough, qui est l'un des chercheurs à avoir poussé le plus avant les réflexions à ce sujet,

42. Jerry F. HOUGH, *Soviet Leadership in Transition*, Washington, The Brookings Institutions 1980, p. 152s.

même si les Occidentaux connaissaient l'identité du prochain Secrétaire général, le renseignement serait de peu d'utilité. Les spécialistes occidentaux ne se sont presque jamais accordés lorsqu'ils essayèrent de déterminer la position occupée, sur le spectre des orientations politiques soviétiques, par les personnages évoluant au sein du politburo au cours de l'ère Brejnev.⁴³

Confrontés à des obstacles aussi redoutables que ceux que l'on rencontre si l'on tente de déterminer les choix politiques des successeurs de Brejnev, la plupart des chercheurs auraient été enclins à s'en laver les mains et à se tourner vers des perspectives de recherches plus fructueuses. Mais les soviétologues, qui sont d'une espèce courageuse et pleine de ressources, ont imaginé un autre moyen de lire dans les feuilles de thé. Il est démontré que, bien que nous ne puissions identifier avec certitude l'identité de celui qui mettra les chaussures de Brejnev ou quelles seront, individuellement, ses intentions précises, nous pouvons affirmer certaines choses quant aux caractéristiques générales de la prochaine génération de dirigeants qui, évoluant à l'heure actuelle dans les ailes du Kremlin, attend son heure.

Les faits consignés dans les registres de l'état civil se concrétiseront d'eux-mêmes. La moyenne d'âge des membres réguliers du politburo est actuellement de soixante-dix ans. Tôt ou tard, ils feront place à des hommes plus jeunes. L'opinion courante veut que ceux-ci puissent être considérés comme faisant partie d'une génération politique particulière, avec ses tendances bien déterminées et ses caractéristiques la distinguant des gens présentement au pouvoir. Ils constituent une génération particulière non seulement à cause de leur âge, mais aussi parce qu'ils ont été formés par des expériences politiques très différentes. Ils ont atteint l'âge politique après la Seconde Guerre mondiale. Les épreuves funestes que furent les purges sanglantes ordonnées par Staline ou, encore, les dévastations conséquentes à la Seconde Guerre mondiale comptent moins pour eux que leur propre expérience des efforts de destalinisation entrepris par Khrouchtchev. Ils sont plus instruits que leurs aînés, plus dynamiques et moins enclins à accepter que se perpétue, par manque d'imagination, une certaine sclérose de la politique intérieure et de la politique étrangère.⁴⁴

Ce type d'interprétation a été exploité de manière habile et originale par nombre de chercheurs. Pour ma part, j'estime qu'il ne constitue pas un instrument assez fiable pour nous permettre d'explorer l'avenir. Cette opinion repose principalement sur deux considérations. La première est que je doute qu'il soit réellement possible de prévoir les lignes de conduite adoptées par un individu en particulier (ou même par un petit groupe comme le politburo) en se basant sur un concept comme celui des générations politiques. On considérerait, avec raison, comme un peu bizarre une recherche qui aurait pour but de jauger l'orientation future des politiques canadiennes ou américaines en se référant à l'émergence d'une nouvelle génération politique (e.g., une génération post-Vietnam). À l'intérieur de chaque cohorte, nous

43. *Ibid.*, p. 151.

44. La logique sous-jacente à cette approche est appliquée de façon convaincante dans Seweryn BIALER, *Stalin's Successors*, pp. 97-126.

observons un large éventail d'opinions. Qui plus est, les individus qui sont parvenus aux échelons politiques supérieurs risquent d'avoir des opinions qui les distinguent grandement de leurs contemporains.

Dans un pays aussi autoritaire que l'est l'Union soviétique, où font défaut plusieurs des mécanismes de contrepoids et des influences restrictives qui caractérisent une société plus pluraliste, les lignes de conduite et la personnalité du plus haut dirigeant sont, entre toutes, les plus importantes. Certes, Brejnev peut éventuellement être considéré comme représentatif de la masse des fonctionnaires du Parti, mais on ne peut penser la même chose de Staline ou de Khrouchtchev. Ce dernier était peu orthodoxe, très individualiste et étonnamment innovateur. Il n'était pas plus représentatif de sa génération que ne l'étaient ses principaux rivaux dans la course au pouvoir, soit Molotov, l'insigne conservateur, le sinistre Beria ou le réformiste Malenkov.

De plus, même si nous reconnaissons la valeur du concept des générations politiques pour expliquer les réalités politiques soviétiques, nous nous heurterions à une seconde difficulté. Comment nous y prendre pour connaître ce que sont exactement les vues et les préférences politiques de la génération cadette au sein de la bureaucratie soviétique ? Puisque leurs déclarations publiques sont délibérément peu révélatrices et empreintes d'une orthodoxie affectée et qu'ils n'ont pas l'habitude de se prêter à des interviews ou à des questionnaires en profondeur, nous ne pouvons guère faire davantage que formuler des hypothèses hasardeuses en voulant déterminer comment les expériences politiques qui les ont formés ont pu marquer les individus d'un certain groupe d'âge.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater, parmi ceux qui ont essayé d'utiliser cette approche méthodologique, un manque absolu de consensus. Ceux qui ont tendance à avoir une triste opinion de la scène politique soviétique affirment que les dirigeants soviétiques plus jeunes seront vraisemblablement plus audacieux et plus dogmatiques que l'actuelle gérontocratie. Non seulement, ils posséderont plus d'énergie et plus de force, mais ils seront contraints de se prouver à eux-mêmes et de montrer aux autres qu'ils peuvent être des dirigeants efficaces. Dans l'optique de William Hyland.

Certains de ces individus n'ont probablement pas acquis la modération et la prudence que l'expérience a fait acquérir à Brejnev et à Kossyguine. Ils pouvaient estimer, par exemple, que les risques que comportait une aventure éthiopienne entreprise par ce régime, très « vieux, fatigué », n'étaient après tout pas si énormes (...). Au moment où le groupe de Brejnev se retirera de scène, il peut être remplacé par des gens qui considèrent l'interventionnisme comme la norme, qui croient que l'Union soviétique peut s'engager sur des voies qui, plus tôt, seraient apparues comme vraiment risquées.⁴⁵

Selon cette interprétation, si l'économie soviétique continuait à se détériorer, les nouveaux dirigeants pourraient être amenés à considérer les réussites extérieures

45. William F. HYLAND, « Implications for U.S.-Soviet Relations », dans Dimitri K. SIMES *et al.*, *Soviet Succession: Leadership in Transition, The Washington Papers*, no 59 (1978), p. 78.

comme un moyen de compenser les faiblesses internes et de distraire la population des privations qu'elle subit.⁴⁶

Ce scénario n'est pas invraisemblable, bien que son contraire puisse paraître tout aussi plausible. Cela explique qu'un autre groupe de spécialistes tout aussi distingués suggèrent avec optimisme que la prochaine génération de dirigeants du Parti – étant plus instruite, mieux informée des réalités occidentales, plus rassurée quant à la solidité de ses positions et plus consciente des inefficacités découlant de la rigidité de l'économie soviétique – sera vraisemblablement tentée par un « réformisme modéré » le plan intérieur et, sur la scène internationale, par une forme de « détente économique, militaire et politique » avec l'Ouest.⁴⁷ Selon Jerry Hough,

Une fois que la génération des dirigeants qui ont bénéficié des purges se sera retirée, la politique intérieure soviétique, naturellement, aura tendance à évoluer dans un sens plus libéral – soit vers un État du type polonais, c'est-à-dire autoritaire mais moins rigide⁴⁸.

En politique étrangère, cette tendance pourrait comporter une volonté de réduire la tension Est-Ouest, de façon à rendre la technologie occidentale plus accessible à l'Union soviétique et à lui permettre d'échapper à une course aux armements économiquement ruineuse.

Qui, des optimistes ou des pessimistes, a raison? Pour ma part, j'estime que l'un ou l'autre dénouement est plausible. Le futur n'est pas prédéterminé et le rôle que jouera le facteur génératif dans le développement de la politique étrangère soviétique sera relativement restreint. Les événements concrets, les difficultés rencontrées et les opportunités offertes au cours des prochaines années, auront un impact important dans la mesure où ils détermineront quels individus, parmi la génération des plus jeunes, auront les plus grandes chances d'accéder au pouvoir – les modérés ou ceux qui seraient plus enclins à la confrontation – mais aussi quelles politiques seront effectivement mises de l'avant une fois qu'ils porteront les responsabilités du pouvoir.⁴⁹

Il suffit d'observer les trois précédents changements de leadership pour constater combien est limitée notre capacité d'anticiper sur les événements et d'en prévoir l'orientation. Dans les années 20, la plupart des observateurs estimaient qu'il était beaucoup plus probable que Trotski, plutôt que Staline, succède à Lénine. De la même façon, personne ne s'attendait à ce que Khrouchtchev, habituellement

46. Adam ULAM, *op. cit.*: Walter LAQUEUR, « Russia-Beyond Brezhnev », *Commentary*, août 1977, pp. 39-44.

47. George W. BRESLAUER, « Political Succession and the Soviet Policy Agenda », *Problems of Communism*, vol. 29, no 3, mai-juin 1980, p. 46.

48. Jerry F. HOUGH, « The Soviet Succession: A Challenge for the Kremlin – and the U.S. », *Washington Post*, 17 avril 1977, p. C1s., cité par Walter D. CONNOR, *op. cit.*, p. 170. Voir aussi: Jerry F. HOUGH, *Soviet Leadership in Transition*, p. 156s.; Seweryn BIALER, « The Harsh Decade », *op. cit.*, pp. 1011-1015; *Idem*, *Stalin's Successors*, pp. 283-305; Dimitri K. SIMES, « The Soviet Succession: Domestic and International Dimensions », *Journal of International Affairs*, vol. 32, no 2, automne-hiver 1978, pp. 211-221.

49. Effectivement, divers « scénarios » sont présentés dans George W. BRESLAUER, *op. cit.*, pp. 49-52 et dans Walter D. CONNOR, *op. cit.*, pp. 168-171.

considéré comme un bouffon sans éducation, réussisse à se frayer un chemin, après la mort de Staline, jusqu'au sommet de la hiérarchie politique. Et, bien que Brejnev ait été considéré comme le premier prétendant au poste de Khrouchtchev, la surprise a été totale lorsqu'on a appris que le politburo avait pu exclure celui-ci du pouvoir. Écrivant en 1963, deux distingués chercheurs, Zbigniew Brzezinski et Samuel P. Huntington, affirmaient sans ambages que « dans le système soviétique, le dirigeant le plus important, comme le tsar, meurt toujours en poste »⁵⁰.

En outre, les observateurs occidentaux n'ont pas fait preuve de plus de prescience lorsqu'ils ont voulu prévoir les politiques qu'adopteraient les nouveaux dirigeants après s'être assurés le pouvoir. Généralement, Staline était considéré comme un pragmatique qui aurait attaché peu d'importance à l'idéologie et cherché à éviter les confrontations aiguës avec l'Ouest. Khrouchtchev, qui s'est révélé sous un jour remarquablement novateur et brillant dans sa campagne en vue de discréditer la rigidité de l'approche stalinienne en matière de politique internationale, avait auparavant été considéré comme un pâle bureaucrate aux convictions orthodoxes.

Pareillement, aucun modèle explicatif cohérent n'a pu être appliqué aux conséquences d'un changement de leadership sur la politique étrangère soviétique. La mort de Lénine, en 1924, a eu peu d'effets immédiats sur les relations de l'Union soviétique avec l'Occident. La mort de Staline a tout de suite entraîné un dégel dans les relations Est-Ouest dans la mesure où la nouvelle direction s'est appliquée, rapidement et décisivement, à mettre fin à la guerre de Corée et à améliorer les relations de l'Union soviétique avec les États-Unis, Israël, la Yougoslavie, la Turquie et d'autres pays. Au contraire, l'arrivée au pouvoir de Brejnev, en 1964, a entraîné un refroidissement sensible des relations avec l'Ouest. En bref, le seul « modèle » qui émerge est celui de l'absence de modèle.

Aussi nous incombe-t-il de nous montrer très prudent lorsque nous essayons de discerner les effets qu'aura, sur les politiques intérieure et extérieure soviétique, la transmission des pouvoirs de Brejnev à ses successeurs. Tout ce que nous pouvons affirmer avec quelque certitude est qu'étant donné son âge avancé et son état maladif, son règne ne se prolongera pas trop longtemps. Par ailleurs, l'histoire nous apprend qu'un certain nombre d'années s'écouleront avant qu'un successeur bien déterminé émerge et soit en mesure de consolider son pouvoir. Il a fallu environ quatre ans à Staline pour s'assurer une domination indiscutable sur le système soviétique. Khrouchtchev n'a pu écarter définitivement ses rivaux avant 1957, c'est-à-dire quatre ans après la mort de Staline et, bien que Brejnev n'ait pas eu à affronter une opposition aussi implacable, sa primauté incontestée n'a été établie qu'en 1970-1971⁵¹.

Étant donné l'existence de facteurs comme l'absence d'un successeur logique à Brejnev, la probabilité que l'âge avancé des membres du politburo entraîne des

50. Zbigniew BRZEZINSKI et Samuel P. HUNTINGTON, *Political Power: USA-USSR*, New York, Viking Press, 1965, p. 182.

51. Myron RUSH, « Brezhnev and the Succession Issue », *Problems of Communism*, vol. 20, no 4, (juillet-août 1971), pp. 9-15.

mortalités et, de ce fait, des conflits aigus à propos des nouvelles nominations, et enfin la nécessité pour les dirigeants de s'attaquer au problème de la détérioration de l'économie, il est tout à fait possible que la lutte imminente pour la succession se révèle encore plus vive que celles du passé.⁵² La politique étrangère soviétique ne peut manquer de s'en trouver affectée. Mais nul ne peut prévoir comment se dérouleront exactement les luttes futures. Faute d'une carte routière qui nous guide avec sûreté dans les allées du futur, nous ne pouvons que surveiller avec attention le déroulement des événements et nous attendre à de l'imprévu.

V – CONCLUSION

En somme, que pouvons-nous dire à propos de l'orientation que prendra la politique étrangère soviétique au cours des prochaines années et quant à la manière dont elle sera influencée par les facteurs internes que nous avons examinés? Différentes conclusions émergent. La première est que deux des variables observées, soit la croissance de la population musulmane et le plafonnement de la production soviétique de pétrole, ne semblent pas constituer des facteurs susceptibles d'influer sur la politique étrangère de l'Union soviétique. Autrement dit, ces phénomènes ne nous semblent pas fournir de fondement aux pronostics alarmistes selon lesquels ce pays serait en quelque sorte contraint de mener une politique interventionniste dans les régions situées au-delà de sa frontière méridionale, afin d'isoler les Musulmans d'Asie centrale des influences extérieures et de contrôler le golfe Persique.

Par contre, il semble que le ralentissement de l'économie soviétique et la lutte imminente pour la succession constituent des facteurs beaucoup plus importants. En fait, ils auront vraisemblablement un impact majeur sur la conduite de la politique soviétique dans les années à venir. Les controverses au sujet des solutions à apporter aux difficultés économiques compliqueront la sélection des nouveaux dirigeants et, inversement, la lutte pour accéder au sommet de la hiérarchie politique rendra plus difficile l'adoption de politiques économiques efficaces. La continuité relative qui a caractérisé tant le leadership que les politiques soviétiques, au cours de la dernière décennie, fera probablement place à une période aussi instable qu'imprévisible. Cela ne constitue guère une perspective agréable que de confronter, en imagination, la puissance globale de l'Union soviétique vastement déployée aux possibilités d'intervention alléchantes qui se présenteront sûrement dans les pays instables du Moyen-Orient et d'ailleurs.

La tendance de la politique étrangère soviétique à l'ingérence extérieure, mise en évidence au cours des dernières années, résulte de facteurs profondément ancrés dans les perceptions soviétiques de la scène internationale: le désir de l'Union soviétique d'être reconnue comme une véritable super-puissance qui, tout en étant pleinement égale aux États-Unis, possède les mêmes larges prérogatives lui permettant de contrôler les événements internationaux ainsi que d'avoir des clients et des bases à travers le monde; l'influence d'une perspective idéologique où le

52. Seweryn BIALER, « The Harsh Decade », p. 1015.

monde apparaît comme le champ de bataille où s'affrontent des classes sociales irréconciliables; la tendance à accorder une grande valeur à la force militaire conçue comme l'instrument le plus sûr sur lequel peut compter la puissance soviétique, au moment où se manifeste l'incapacité soviétique d'entrer en compétition dans les domaines économique, politique et idéologique; enfin, une conception de la faiblesse et de la vulnérabilité qui conduit à des politiques (telle l'invasion de l'Afghanistan) qui, quel que soit le caractère plus ou moins défensif de leur justification, ne peuvent que menacer la sécurité des autres nations.⁵³.

Pour ma part, je doute que même un nouveau leadership contraint de concentrer ses efforts sur la reprise économique puisse se libérer de cet état d'esprit problématique. Il est impossible de prévoir le contour précis des événements futurs, mais il peut sembler plus réaliste de s'attendre à des nuées d'orages qu'à des mers calmes. L'Union soviétique est beaucoup plus susceptible de pêcher dans les eaux troubles des conflits régionaux que de s'engager dans une recherche constructive de solutions véritables. [*Traduit de l'anglais, septembre 1982*].

53. *Idem*, *Stalin's Successors*, pp. 229-279.